

## **À Bali, l'OMC scelle un accord historique sur le commerce mondial**

Les états membres de l'Organisation mondiale du commerce ont scellé samedi un accord facilitant les échanges mondiaux. Qualifié d'historique, cet accord pourrait permettre la création de 21 millions d'emplois.

L'Organisation mondiale du Commerce (OMC) a scellé, samedi 7 décembre, un accord qualifié d'historique sur le commerce mondial, le premier depuis sa création il y a près de 19 ans. Réunisseur l'île indonésienne de Bali depuis mardi, les ministres des 159 états membres de l'organisation ont adopté à l'unanimité un ensemble de réformes.

Ensemble de mesures a minima, cet accord concerne trois volets: l'agriculture (avec un engagement à réduire les subventions à l'export), l'aide au développement (prévoyant une exemption accrue des droits de douane aux produits provenant des pays les moins avancés) et la "facilitation des échanges", qui ambitionne de réduire la bureaucratie aux frontières.

Selon l'Institut Peterson d'économie internationale, basé à Washington, l'impact de l'accord de Bali sur l'activité économique globale pourrait se chiffrer à 960 milliards de dollars (700 milliards d'euros). Cela permettrait ainsi la création de 21 millions d'emplois, dont 18 millions dans les pays en développement.

### **"L'OMC a vraiment réussi"**

"Pour la première fois de notre histoire, l'OMC a vraiment réussi", s'est réjoui son directeur général, le Brésilien Roberto Azevedo, arrivé en septembre à la tête de l'organisation. "Cette fois, tous les pays membres ont agi ensemble. Nous avons remis l'adjectif 'mondial' dans le sigle de notre organisation", a-t-il déclaré au terme des négociations. "Nous sommes de retour aux affaires [...] Bali n'est qu'un début."

Lancé en 2001, le cycle de négociations dit "de Doha", dans lequel s'inscrivait cette conférence, n'avait à ce jour débouché sur aucune avancée concrète.

La France a également salué cette avancée : "Cet accord est déterminant. Un échec aurait signé la fin de l'OMC. Il faut désormais donner une nouvelle impulsion au multilatéralisme", a estimé la ministre française du Commerce extérieur, Nicole Bricq.

La perspective d'un échec était en effet redoutée après des objections soulevées par Cuba et l'Inde. La Havane avait demandé que les États-Unis lèvent l'embargo mis en place depuis un demi-siècle, mais un compromis sur la formulation a été finalement trouvé avec Washington.

Quant au gouvernement de New Delhi, il avait exigé de conserver le droit de mettre en œuvre un programme d'aides alimentaires censées assurer à quelque 800 millions de personnes les moyens de se nourrir, mais cette politique est contraire aux règles de l'OMC plafonnant les aides à l'agriculture à 10 % de la production. Le problème a toutefois été résolu par la promesse de rechercher une solution durable dans un délai de quatre ans.

*Avec AFP et Reuters*

Source : [www.france24.fr](http://www.france24.fr) (09/12/13)